

*L'Adresse—M. Oberle*

des recherches avancées. Cet institut forme un réseau qui rassemble les scientifiques et les ingénieurs les plus exceptionnels et les plus brillants de l'ensemble du Canada dans le cadre d'un nouveau programme de bourses axé sur l'excellence. Un institut similaire a été créé en Colombie-Britannique avec l'aide du gouvernement fédéral.

Fort du consensus national et des initiatives que nous avons prises durant la première session de la législature en cours, nous sommes maintenant disposés à prendre de nouvelles initiatives fondées sur le programme d'action des deux prochaines années, qui a été énoncé dans le discours du trône. Dans ce dernier, il est indiqué clairement que le gouvernement est conscient de la menace qui nous guette et du prix élevé que nous aurons à payer si nous ne faisons rien.

Le discours du trône annonçait l'amorce d'un effort d'envergure en vue de ménager une place de choix à la science et à la technologie dans la culture du Canada. Par le passé, à cause d'un manque de leadership et du peu de prestige dont jouissait ce secteur, bon nombre d'étudiants canadiens ainsi que nos scientifiques les plus brillants ont dû s'orienter vers des carrières à l'étranger au lieu d'envisager des carrières d'avenir au Canada. La science ne jouissait pas de l'attrait et du prestige qui auraient incité les éducateurs et les médias à lui accorder l'attention qu'elle mérite à titre de facteur déterminant de notre avenir. L'un de nos objectifs prioritaires consiste à créer un climat de valorisation et de reconnaissance des réalisations scientifiques qui visent à améliorer notre bien-être et à résoudre des problèmes de longue date.

Pour la première fois les Canadiens ont un premier ministre qui donne l'exemple en rencontrant, de façon régulière et officielle, certains de nos plus éminents hommes de science, ingénieurs et chefs de file dans les domaines commercial, industriel et syndical. Il va présider personnellement ce nouveau conseil. Il établira nos objectifs et nos principes nationaux en matière de science et de technologie ainsi que la façon dont nous allons les mettre en application pour améliorer la compétitivité du Canada et assurer sa prospérité. Les membres de ce conseil feront bénéficier le premier ministre du Canada de leur jugement, de leur sagesse et de leur expérience.

Nous avons également annoncé que le gouvernement allait appliquer une nouvelle stratégie fédérale dans le domaine des sciences et de la technologie, conformément à notre politique et à notre mandat, qui viendra s'ajouter aux initiatives déjà prises. On doit s'attendre à ce que l'on adopte de nouvelles stratégies pour faire face aux situations nouvelles. Tout comme l'industrie doit se réorganiser et adopter une nouvelle politique face aux réalités d'une ère nouvelle, le gouvernement doit également réexaminer et justifier ses activités et sa politique qui font franchir une nouvelle frontière à notre nation.

Beaucoup de mesures et de programmes fédéraux ont été bénéfiques pour notre pays et nous ont fait progresser. Cependant, de nos jours, les ressources sont trop rares et trop difficiles à se procurer pour qu'on les gaspille. Aucun secteur de l'organisation fédérale ne peut espérer survivre s'il ne s'adapte pas aux nouvelles priorités et ne fournit pas sa part d'efforts pour satisfaire les nouveaux besoins. Il faut examiner toutes les activités pour déterminer si les universités peuvent obtenir de meilleurs résultats, notamment dans le secteur de la recherche

fondamentale ou désintéressée, ou s'il est préférable de les confier au secteur privé.

Un exemple immédiat de la réorganisation gouvernementale face aux nouvelles réalités a été annoncé dans le discours du trône. Une mesure législative sera présentée en vue de créer une agence spatiale canadienne. Un tel organisme est nécessaire si nous voulons que le talent et l'ingéniosité de notre population servent à l'utilisation pacifique de l'espace et au développement de techniques spatiales applicables aux problèmes de l'humanité.

Le premier ministre m'a demandé de réorganiser nos efforts et de centraliser les activités spatiales en un seul organisme qui pourrait fonctionner de façon autonome, mais en restant responsable devant le gouvernement et le Parlement. Je prévois le transfert de personnel de programmes existants à la nouvelle agence centralisée. Cet organisme sera responsable devant le gouvernement et le Parlement par l'intermédiaire du ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. L'agence sera structurée et organisée de façon à permettre une large collaboration. La structure devra favoriser la participation active du secteur privé et de nos universités et instituts. Notre politique fera une large place à l'impartition de la recherche et du développement, de façon à profiter de l'expertise qui se trouve dans toutes les régions du Canada, en particulier dans la petite entreprise.

Je vois également le recours à un mécanisme qui fera profiter l'agence au maximum des conseils du secteur privé. Je commence immédiatement mes consultations avec mes collègues, afin de présenter cette mesure législative—créant l'agence—dès que possible. Cette agence aura une double responsabilité. Elle sera évidemment avant tout responsable de la qualité d'ensemble des contributions internationales du Canada à la science et à la technologie spatiale, y compris les projets que nous menons actuellement avec le Japon, la Communauté européenne et évidemment l'agence spatiale américaine. Elle chapeautera aussi les objectifs intérieurs du Canada en matière spatiale. Ces responsabilités intérieures sont très importantes car nous considérons la mise en valeur de l'espace comme l'un des principaux moteurs de la croissance économique du Canada.

La robotique élaborée à des fins spatiales aura des retombées sur l'exploitation de nos mines et de nos fonds pélagiques. Les applications de la télédétection et des technologies de communication par satellite aideront les Canadiens à surmonter l'obstacle de distances considérables et faciliteront l'accès à des collectivités et à des ressources éloignées. La technologie spatiale nous permettra de mieux protéger nos ressources naturelles, d'améliorer notre environnement, et de consolider nos industries extractives et les 350 villes du Canada qui en dépendent, des localités comme Prince George, Tumble Ridge et Mackenzie dans ma circonscription, Chicoutimi et bien d'autres dans le reste du pays dont la vie est entièrement liée à l'une ou l'autre de ces industries extractives.

La nouvelle agence sera donc chargée de diffuser la technologie spatiale au sein du secteur privé afin que ces connaissances puissent être mises en application dans toute l'industrie canadienne. L'argent que nous dépenserons dans l'espace devra servir et servira à préserver la compétitivité du Canada.